

## DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES



N° 11176 \* 21  
Formulaire obligatoire  
(article 40A de l'annexe III  
au code général des impôts)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**REVENUS NON COMMERCIAUX  
ET ASSIMILÉS  
RÉGIME DE LA DÉCLARATION  
CONTRÔLÉE**

N° 2035-SD - 2019

Identification du destinataire

DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR  
43 RUE DE METZ

31000 TOULOUSE

Adresse du déclarant  
(Quand celle-ci est différente  
de l'adresse du destinataire)

S.I.E.	N° dossier	Clé	Régime	IFU	Adresse mail
					DEPUY@sopelex.fr
DÉCLARANT	N° siret	43474507100036			N° de téléphone

**Attention : Toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition en matière de résultats ont l'obligation de déposer par voie dématérialisée leur déclaration de résultats et ses annexes. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du code général des impôts. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).**

Indiquez ci-contre les éventuelles modifications intervenues (ancienne adresse en cas de changement au 1er janvier précédent, rectification des informations préidentifiées sur la déclaration, etc.) :

Adresse des cabinets secondaires :  
Adresse du domicile du déclarant :

Nature de l'activité : AVOCAT Date de début d'exercice de la profession : 01.01.2001  
SI VOUS ÊTES MEMBRE :  
• d'une société ou d'un groupement exerçant une activité libérale et non soumis à l'impôt sur les sociétés  
• d'une société civile de moyens  
Dénomination et adresse du groupement, de la société :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ANNEE 2018 OU À LA PERIODE DU : AU (si l'activité a commencé ou cessé en cours d'année)

**RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION** (Ces résultats sont à reporter sur la déclaration de revenus n° 2042 C-PRO)  
voir renvois à la notice

1- Résultat fiscal (report des lignes 46 ou 47 de l'annexe 2035 B)		Bénéfice :.....	91 911	Déficit :.....
Prélèvement à la source - Produits et charges exclus du calcul des acomptes d'impôt sur le revenu dus à compter de 2019				
- Produits : quote-part de subvention d'équipement et d'indemnités d'assurance compensant la perte d'un élément d'actif immobilisé, produits ou recettes ayant la nature de plus-values définies à l'art. 39 duodecimes.				
- Charges : les charges ou dépenses ayant la nature de moins-value à l'art. 39 duodecimes				
Revenus de capitaux mobiliers (y compris les crédits d'impôt) 21.....				
2- Plus-values C	à long terme imposable au taux de 12,8 %	à long terme exonérées (art 238 quindecies du CGI)	à long terme dont l'imposition est différée de 2 ans (art 39 quindecies I-1 du CGI)	
	à long terme exonérées (art. 151 septies du CGI)	à long terme exonérées (art 151 septies A du CGI)	à long terme exonérées (art 151 septies B du CGI)	
3- Exonération et abattements C et 21 pratiqués (cocher la case ci-dessous correspondant à votre situation)				
Entreprise nouvelle, art. 44 sexies :		Sur le bénéfice :		Sur les plus-values à long terme imposables au taux de 12,8% :
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Entreprise nouvelle, art. 44 quindecies :		Activité exercée en zone franche urbaine, territoire entrepreneur art. 44 octies ou art. 44 octies A :		Autres dispositifs : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		Date de création (ou d'entrée) dans un des régimes visés ci-avant :
Zones franches DOM, art. 44 quaterdecies :		Activité éligible à l'exonération en faveur des jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies A :		Date de début d'activité (ou de création) dans le régime visé ci-avant :
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

## COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

Votre comptabilité est-elle informatisée ? Oui ☒ Non ☐ Si oui, nom du logiciel utilisé : INFORCE Expert

Viseur conventionné ☐AA ou OMGA ☒

Nom, Adresse, Téléphone, Télécopie

- du professionnel de l'expertise comptable :

SOPELEX

21 ALL MONTAGNE NOIRE

31770 COLOMIERS

- du conseil :

- de l'association agréée ou de l'organisme mixte de gestion agréé ou du viseur conventionné :

ANAAFA

5 RUE DES CLOYS

75018 PARIS

- N° d'agrément de l'AA ou de l'OMGA :

2 0 4 7 5 8

À TOULOUSE

, le 04.05.19

Signature et qualité du déclarant

M LAURENT DEPUY

AVOCAT



## RÉGIME DE LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE

NOM ET PRÉNOMS ou DÉNOMINATION :		DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR					
N° SIRET	4 3 4 7 4 5 0 7 1 0 0 0 3 6						
SERVICES ASSURÉS PAR VOUS de façon régulière et rémunérés par des salaires :							
Désignation des employeurs						Montant des salaires nets perçus	
PERSONNEL SALARIÉ <sup>A</sup>							
Nombre total de salariés :		dont handicapés :		dont apprentis :		Société civile de moyens :	
Montant brut des salaires (extrait de la déclaration DADS de 2018) :					- quote-part vous incom-	- des salariés - des salaires nets	
				bant :			
I - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS <sup>B</sup>							
Nature des immobilisations (ou éléments décomposés)	Date d'acquisition ou de mise en service (JJ/MM/AAAA) 1	Prix total payé T.V.A. comprise 2	Montant de la T.V.A. déduite 3	Base amortissable col 2 - col 3 4	Mode et taux d'amortissement* 5	Montant des amortissements	
						antérieurs 6	de l'année 7
REPRISE	01.01.2014	19 572		19 572			
DARTY/CLIMATISEUR ELECTROLUX	19.06.2017	799	133	666	L	33.33	118 222
ACTUA TECHNOLOGIE INFORMATIQUE	01.09.2007	1 830	300	1 530	D	41.66	1 530 0
2B DESIGN MOBILIER BUREAU	27.11.2007	800	131	669	L	20.00	669 0
DESIGNFOLLIES MOBILIER	01.12.2007	1 450	238	1 212	L	20.00	1 212 0
ORDINATEUR PC COMPLET AVEC ECR	01.01.2008	687	113	574	D	41.66	575 0
LAMPE HALOGENE	08.02.2008	621	102	519	L	20.00	519 0
PORTE MANTEAUX CACTUS	20.11.2008	2 800	459	2 341	L	20.00	2 341 0
SAGAL 2B DESIGN SIEGES D ATTEN	05.05.2009	3 198	857	2 341	L	10.00	2 027 234
MOBECO MOBILIER DE BUREAU	20.05.2010	750	123	627	L	20.00	627 0
ORDINATEUR PORTABLE	16.05.2011	1 058	173	885	D	41.66	884 0
AMEUBLEMENT HABITAT	25.05.2013	949	156	793	L	20.00	730 63
I CONCEPT ORDINATEUR	28.06.2013	1 266	207	1 059	D	41.66	1 059 0
TRAVAUX PEINTURE	09.11.2013	802	131	671	L	20.00	556 115
TABLE + BANC HABITAT	30.11.2013	1 328	218	1 110	L	10.00	454 111
ICONCEPT/MACBOOK AIRDUALCORE i	29.04.2014	782	130	652	L	33.33	652 0
MOBILIER VOLTEX	14.10.2014	784		784	L	20.00	504 157
FNAC ECRAN LG ET PORTE ECRAN V	21.12.2014	1 051	175	876	L	33.33	876 0
ORDINATEUR HP CARREFOUR	29.10.2015	599		599	L	33.33	434 165
DELL-INSPIRON 17 SERIE 5000	18.08.2017	909	152	757	L	33.33	93 253
EHRMANN LUSTRE PAUPILLES	03.05.2015	800		800	L	33.33	710 90
HABITAT	05.02.2016	900	150	750	L	10.00	143 75
VOLTEX/PIPISTRELLO BLANCHE FLU	03.12.2016	869	145	724	L	10.00	78 72
REPRISE	01.01.2014	3 400		3 400			
Fraction d'amortissement revenant à l'associé d'une société civile de moyens <sup>B</sup>							
Total du tableau <sup>B</sup>		48 004		43 911		16 791	1 557
Report du total de la dernière annexe <sup>B</sup>							
Total général				43 911			A 1 557
Véhicules inscrits au registre des immobilisations : utilisation du barème forfaitaire <sup>B</sup> (cf. cadre 7 de l'annexe 2035 B)							B
Dotation nette de l'année à reporter ligne CH de l'annexe 2035 B (A-B)							1 557

\* Mode d'amortissement : indiquer "L" pour les amortissements linéaires, "D" pour les amortissements dégressifs, "E" pour les amortissements exceptionnels.

DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR

4 3 4 7 4 5 0 7 1 0 0 0 3 6

[illegible]

--	--

(à reporter page 1 de la déclaration 2035)

Article 151 *septies* B  
du CGI ... ..

Nom, Prénom, domicile des associés	Parts dans les résultats en %	Répartition			
		du résultat fiscal			de la plus-value nette à long terme
		Quote-part du résultat	Charges professionnelles individuelles	Montant net	
<b>Report des totaux de la dernière annexe</b>					
<b>Totaux →</b>					



N° 15945 \* 01

Formulaire obligatoire  
(article 40 A de l'annexe III  
au Code général des impôts)

## REVENUS 2018

N° 2035-A-SD 2019

## COMPTE DE RÉSULTAT FISCAL

pour AJ 1 2 mois

Si ce formulaire est déposé sans  
informations chiffrées, cocher la  
case Néant ci-contre : ☐Ne porter qu'une somme par ligne  
(ne pas porter les centimes)

<b>1 NOM ET PRÉNOMS OU DÉNOMINATION</b>		DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR																							
<b>Nature de l'activité (1)</b>		AVOCAT																							
<b>N° SIRET</b>		4	3	4	7	4	5	0	7	1	0	0	0	3	6	<b>si exercice en société (2)</b> AV		<b>Code activité pour les praticiens médicaux</b>		<b>Nombre d'associés</b> AS					
<b>Résultat déterminé (2) :</b>		d'après les règles «recettes-dépenses» AK X												d'après les règles «créances-dettes» AL											
<b>Comptabilité tenue (2) :</b>		Hors taxe				CV X				Taxe incluse				CW				Non assujetti à la TVA				AT			
<b>Si vous êtes adhérent d'un organisme agréé (association ou organisme mixte) ou client d'un viseur fiscal</b>		AM X				<b>Année d'adhésion</b>				AN				<b>Nombre de salariés</b> AP				<b>Salaires nets perçus</b> AR							
<b>Montant des immobilisations</b> (report du total des bases amortissables hors TVA deductible de la col.4 du tableau I de la déclaration n° 2035)		DA				43 911																			
<b>RECETTES</b>	1	Recettes encaissées y compris les remboursements de frais ❶														AA	328 968								
	2	A déduire { Débours payés pour le compte des clients ❷														AB									
	3	Honoraires rétrocedés (dont suppléments rétrocedés ) ❸														AC	89 473								
	4	Montant net des recettes														AD	239 495								
	5	Produits financiers ❹														AE									
	6	Gains divers ❺														AF	63								
	7	<b>TOTAL</b> (lignes 4 à 6)														AG	239 558								
<b>DÉPENSES PROFESSIONNELLES</b>	8	Achats ❻														BA									
	9	Frais de personnel { Salaires nets et avantages en nature ❼														BB	24 669								
	10	{ Charges sociales sur salaires (parts patronale et ouvrière)														BC	3 009								
	11	{ Taxe sur la valeur ajoutée														BD									
	12	{ Impôts et taxes ❽ { Contribution économique territoriale														JY									
	13	{ { Autres impôts														BS	15 441								
	14	{ ❽ Contribution sociale généralisée déductible														BV									
	15	Loyer et charges locatives														BF	26 027								
	16	Location de matériel et de mobilier - dont redevances de collaboration ❾														BW									
	17	Entretien et réparations														BH	11 631								
	18	Personnel intérimaire																							
	19	Petit outillage ❿																							
	20	Chauffage, eau, gaz, électricité																							
	21	Honoraires ne constituant pas des rétrocessions ⓫																							
	22	Primes d'assurances																							
	23	Frais de véhicules ⓬ (cochez la case si évaluation forfaitaire X )																							
	24	Autres frais de déplacements (voyages...) 8 762														BJ	18 981								
	25	Charges sociales personnelles ⓭ : dont obligatoires BT 23 678														BU	23 678								
	26	Frais de réception, de représentation et de congrès																							
	27	Fournitures de bureau, frais de documentation, de correspondance et de téléphone																							
	28	Frais d'actes et de contentieux																							
	29	Cotisations syndicales et professionnelles BY 2 785																							
	30	Autres frais divers de gestion																							
31	Frais financiers ⓮														BN	3 739									
32	Pertes diverses ⓯														BP	159									
33	<b>TOTAL</b> (lignes 8 à 32)														BR	153 613									

NOM ET PRÉNOMS OU DÉNOMINATION		DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR	
N° SIRET	4 3 4 7 4 5 0 7 1 0 0 0 3 6		

<b>4</b> <b>D</b> <b>É</b> <b>T</b> <b>E</b> <b>R</b> <b>M</b> <b>I</b> <b>N</b> <b>A</b> <b>T</b> <b>I</b> <b>O</b> <b>N</b> <b>D</b> <b>U</b> <b>R</b> <b>É</b> <b>S</b> <b>U</b> <b>L</b> <b>T</b> <b>A</b> <b>T</b>	34	<b>Excédent (ligne 7 - ligne 33)</b>				CA	85 945	
	35	Plus-values à court terme <b>16</b>				CB		
	36	Divers à réintégrer <b>17</b>				CC	7 524	
	37	Bénéfice Sté civile de moyens <b>18</b>				CD		
	38	<b>TOTAL (lignes 34 à 37)</b>				CE	93 469	
	39	<b>Insuffisance (ligne 33 - ligne 7)</b>				CF		
	40	Frais d'établissement <b>19</b>				CG		
	41	Dotation aux amortissements <b>20</b>				CH	1 558	
	42	Moins-values à court terme				CK		
	43	Divers à déduire		Dont exonération sur le bénéfice « zone franche urbaine-terr. entrepreneur »		CS		
				Dont exonération sur le bénéfice « entreprise nouvelle »		AW		
				Dont exonération « jeunes entreprises innovantes »		CU		
				Dont exonération médecins « zones déficitaires en offre de soins »		CI		
				Dont exonération sur le bénéfice « pôle de compétitivité » hors CICE		AX		
				Dont abondement sur l'épargne salariale		CT		
			Dont abattement sur le bénéfice « jeunes artistes »		CO			
			Dont déductions « médecins conventionnés de secteur I »		CQ			
44	Déficit Sté civile de moyens <b>18</b>				CM			
45	<b>TOTAL (lignes 39 à 44)</b>				CN	1 558		
46	Bénéfice (ligne 38 - ligne 45)				CP	91 911		
47	Déficit (ligne 45 - ligne 38)				CR			
<b>5</b>	<b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>				CX	63 667		
	Montant de la TVA afférente aux recettes brutes :				CY	18 340		
	Montant de la TVA afférente aux achats (biens et services autres qu'immobilisations) :				CZ	12 655		
	- dont montant de la TVA afférente aux honoraires rétrocedés :				AU			
<b>6</b>	<b>Contribution économique territoriale <b>23</b></b>							
<b>7</b>	<b>Barèmes kilométriques (évaluation forfaitaire des frais de transport : autos et/ou motos) <b>B</b> et <b>12</b></b>							
(1) Type : T (véhicule de tourisme) ; M (moto) ; V (vélomoteur, scooter) ; (2) mettre une croix dans la colonne ; (3) indiquer : super, diesel, super sans plomb, GPL.								
Désignation des véhicules :		Puissance fiscale	Barème BNC	Barème BIC		Kilométrage professionnel	Indemnités kilométriques déductibles	Amortissements pratiqués à réintégrer (si véhicules inscrits au registre des immobilisations)
Modèle (s)	Type			(2)	Type de carburant (3)			
	(1)		(2)					
BMW	T	15	X			25485	10 219	
- Frais réels non couverts par les barèmes kilométriques →								
<b>Total <b>A</b></b> à reporter ligne 23 de l'annexe 2035 A ; <b>Total <b>B</b></b> à reporter au cadre B de la page 2 de la déclaration 2035							<b>A</b>	10 219
							<b>B</b>	

GAINS ET PERTES DIVERS (détail)

RECETTES - Gains divers

	Exercice N
PROD.DIVERS GESTION COUR.	63
TOTAL	63

DÉPENSES PROFESSIONNELLES - Pertes diverses

	Exercice N
CHARG. DIVERSES GESTION COUR.	11
PENALIT. AMENDES FISCALES	148
TOTAL	159

RÉINTÉGRATIONS ET DÉDUCTIONS DIVERSES (détail)

RÉINTÉGRATIONS DIVERSES

	Exercice N
CSG NON DEDUCTIBLE	3 637
FRAIS FINANCIERS	3 739
PENALITES AMENDES	148
TOTAL	7 524

DÉDUCTIONS DIVERSES

	Exercice N
TOTAL	

## DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

N° SIRET										4	3	4	7	4	5	0	7	1	0	0	0	3	6								
Nom et prénom du déclarant ou dénomination :										DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR																					
Adresse professionnelle :										43 RUE DE METZ																					
Code postal :										31000				Ville :		TOULOUSE															
RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ANNÉE										20 18				OU À LA PÉRIODE DU :										AU :							
A. RECETTES																															
Montant net des honoraires ou recettes provenant de l'exercice d'une profession non commerciale																		EF		239 494											
Gains divers (à l'exclusion des remboursements de crédit de TVA)																		EG		63											
TVA déductibles afférentes aux dépenses mentionnées aux lignes EJ à EP ①																		EH													
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'elles se rapportent à une activité normale et courante																		EN													
TOTAL 1																		EI		239 557											
B. DÉPENSES																															
Achats																		EJ													
Variation de stock ②																		EK													
Services extérieurs à l'exception des loyers et redevances ③																		EL		11 631											
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois ③																		EM													
Frais de transports et de déplacements ③																		EO		18 981											
Frais divers de gestion																		EP		25 320											
TVA incluse dans les recettes mentionnées lignes EF ①																		EQ													
Taxes sur le chiffre d'affaires et assimilées, contributions indirectes, taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques																		ER													
Dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois en proportion de la seule période de location-gérance, de crédit-bail ou de location																		EU													
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'elles se rapportent à une activité normale et courante																		EV													
TOTAL 2																		EW		55 932											
C. VALEUR AJOUTÉE																															
Calcul de la valeur ajoutée																		TOTAL 1 – TOTAL 2		EX		183 625									
D. COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES																															
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (reporter sur la déclaration n° 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les relevés nos 1329-DEF et 1329-AC)																		JU		183 625											
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE																															
Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration n° 1330-CVAE) compléter le cadre ci-dessous. Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration 1330-CVAE.																															
MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE														AH		X															
Chiffre d'affaires de référence CVAE																		AJ		239 557											
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détention fixées à l'article 223 A du CGI)																		AS													
Effectifs au sens de la CVAE																		AK		0.00											
Période de référence														KA		0 1 / 0 1 / 2 0 1 8		LA		3 1 / 1 2 / 2 0 1 8											
Date de cessation																		MA				/				/					



## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS

Le formulaire récapitulatif des réductions et crédits d'impôt doit être transmis obligatoirement par voie électronique.

Exercice du	au	ou de l'année : 2018
-------------	----	----------------------

Désignation de l'entreprise : <b>DEPUY LAURENT AVOCAT A LA COUR</b>										Néant <input type="checkbox"/> *		
SIREN de l'entreprise	4	3	4	7	4	5	0	7	1	PME au sens communautaire	Cocher la case	X
Régime de l'intégration fiscale (article 223 A du CGI) : la société mère du groupe doit souscrire le formulaire n° 2069-RCI-SD pour chacune des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration (article 49 septies Q de l'annexe III au CGI)												
Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>												
Dans ce cas, indiquer la dénomination, adresse et SIREN de la société du groupe pour laquelle les réductions et crédits d'impôt sont déclarés (y compris pour les crédits et réductions d'impôt de la société mère)												
Dénomination et adresse :												
SIREN												

### I – RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT NE DONNANT PAS LIEU AU DÉPÔT D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE <sup>(1)</sup>

#### CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES

Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos (article 220 *undecies* A du CGI)

#### CRÉANCES REPORTABLES

Réduction d'impôt en faveur du mécénat

Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

(Montant total [ligne 1 x 6 % <sup>(2)</sup>] + [ligne 2 x 9 % <sup>(2)</sup>] + [ [ligne 3 x 6 % <sup>(2)</sup>] + [ligne 4 x 9 % <sup>(2)</sup>] ] x 10/90 + ligne 5)

1 558

dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM

dont montant préfinancé

Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM

1

25 961

Montant des rémunérations n'excédant pas 2,5 SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM

2

Montant des rémunérations (hors DOM) éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévues à l'article L 3141-30 du code du travail

3

Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévues à l'article L 3141-30 du code du travail

4

Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés

5

(1) Les déclarations spéciales des réductions et crédits d'impôt figurants au I ont été supprimées. Le formulaire n° 2069-RCI-SD constitue le seul support déclaratif de ces réductions et crédits d'impôt.

(2) Taux général de 6 % et taux de 9 % pour les rémunérations versées en 2018 à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'Outre-mer (DOM).

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS

(suite)

CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE	
Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise	
Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés	
Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs	
Crédit d'impôt pour dépenses de productions d'œuvres cinématographiques (article 220 <i>sexies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt pour dépenses de productions d'œuvre audiovisuelles (article 220 <i>sexies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'œuvres audiovisuelles étrangers (article 220 <i>quaterdecies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt en faveur des entreprises de spectacles vivants musicaux et de variétés (article 220 <i>quindecies</i> du CGI)	
II – CRÉDITS D'IMPÔT AVEC DÉPÔT OBLIGATOIRE D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE <sup>(3)</sup>	
CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES	
Crédits d'impôts afférents aux valeurs mobilières	
CRÉANCES REPORTABLES	
Crédit d'impôt pour investissement en Corse	
Crédit d'impôt en faveur de la recherche	
dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM	
CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE	
Crédit d'impôt famille	
Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété	
Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique	
Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques	
Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art	
Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo	
Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique	
Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé	
Crédit d'impôt en faveur du remplacement temporaire de l'exploitant agricole	
Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif	
Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social	

(3) Les crédits d'impôt figurant au II doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale distincte de la déclaration n° 2069-RCI-SD.

### NOUVEAUTÉS

- Le crédit d'impôt pour les dépenses de prospection commerciale prévu à l'article 244 *quater* H du CGI est supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (article 94 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018).
- Le crédit d'impôt en faveur des entreprises ayant conclu un accord d'intéressement prévu à l'article 244 *quater* T du CGI ne s'applique plus pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Le taux du CICE passe de 7 % à 6 % pour les rémunérations versées en 2018 (article 244 *quater* C du CGI). Le taux reste à 9 % pour les rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'Outre-mer (DOM).

### RAPPELS

- À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le formulaire n° 2069-RCI-SD doit être souscrit obligatoirement par voie électronique (article 1649 *quater* B *quater* du CGI modifié par la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016).

### INFORMATIONS

Certaines données du formulaire sont susceptibles d'être transmises à la Commission européenne dans le cadre de la transparence des aides d'État :

- case « dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM » (CICE à taux majoré dans les DOM prévu à l'article 244 *quater* C du CGI) ;
- case « dont crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM » (article 244 *quater* B du CGI) ;
- case « crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif » (article 244 *quater* W du CGI).